

ÉDITORIAL

Léo Purguette

De l'énergie à revendre

● Huit milliards d'euros d'investissements en matière d'énergie. C'est la somme promise par le président de la République lors de la présentation de son plan « France 2030 ».

Au même moment, les salariés de la centrale de Gardanne plaçaient sous protection ouvrière leur outil de travail. Ici, pendant que l'industriel laisse le site se dégrader, l'État a décidé de fermer le charbon et refuse de financer le développement des projets mis sur la table par la CGT pour faire de Gardanne un pôle de production intégrant les enjeux de la transition écologique.

Responsabilités

Malgré la durée du conflit, les licenciements et pressions, la détermination de ces salariés à défendre leurs emplois, leurs installations, leurs savoir-faire, est intacte.

Leur combat est d'intérêt général : il contient l'exigence d'une politique industrielle au service du plus grand nombre.

À l'heure où les prix de l'énergie - laissés aux spéculateurs - explosent et où les besoins en électricité vont inexorablement croître, le maintien et la maîtrise d'un site de production comme celui de Gardanne est indispensable.

Sans attendre, l'État doit mettre GazelEnergie devant ses responsabilités pour le redémarrage immédiat de la tranche biomasse que les licenciements rendent impossible. Il doit intégrer le projet des salariés au plan « France 2030 ».

« Ceux qui vivent sont ceux qui luttent », écrivent-ils sur chacun de leurs tracts. Ces mots de Victor Hugo portent loin. Ils racontent la force de l'action collective et le refus du fatalisme. Ils disent la détermination de ces ouvriers qui ont de l'énergie à revendre.

La centrale sous la protection

GARDANNE

Action coup de poing des salariés de la centrale de Gardanne soutenus par l'UD CGT 13 : ils ont pris, ce mardi, possession du site pour préserver leur outil de production et alerter une nouvelle fois sur leur sort.

Une fois de plus, les travailleurs de la centrale de Gardanne, en lutte depuis décembre 2018, se jettent à corps perdu dans la bataille pour la survie de leur site et de l'usine. « Pour ne pas se retrouver dans la situation où le site serait totalement dévasté par les mesures de la direction, les travailleurs ont décidé de le mettre sous protection. Nous ferons en sorte de maintenir l'outil de travail en sécurité », tonne Nicolas Casoni, l'un des secrétaires généraux CGT de la centrale thermique de Gardanne, devant ses cheminées. Une déclaration forte pour une action qui l'est tout autant : depuis ce mardi matin, les travailleurs ont pris possession du site sur lequel ils œuvrent depuis des années, et pour certains, des dizaines d'années.

Les portes de la centrale sont fermées, les militants se relaient aux entrées... Pas de doute, ils ont pris les choses en main, comme pour rappeler que ce site est le leur et non celui d'un quelconque actionnaire. Cette situation est le point d'orgue d'un enchaînement d'événements qui prennent leurs sources dans la volonté du gouvernement de fermer les centrales à charbon sans autre mesure. Depuis, le site a été repris dans la douleur, et les premières lettres de licenciements sont arrivées mi-août dans la boîte aux lettres des salariés, malgré leur volonté de maintenir son activité. « Par manque de personnel, on ne peut plus faire tourner la tranche 4 [celle à base de biomasse Ndlr] », se désole Nicolas Casoni, qui pointe « de graves risques au niveau de la sécurité ». Un incident ce vendredi a mis le feu aux poudres. Une « panne électrique a mis à mal les protections incendies, les détecteurs de gaz », explique le syndicaliste, avant de dénoncer : « La direction a laissé couler, ils laissent l'installation pourrir : »

Un combat idéologique

Des propos largement partagés par les travailleurs présents sur le piquet de grève géant. « Toute la sécurité du site Seveso est mise en cause, les cheminées n'étaient plus éclairées, il n'y avait plus d'électricité dans certains bâtiments », confirme Joël Capra, salarié du site et délégué CGT. D'où l'action coup de poing des



Pour les salariés de la centrale thermique, les conditions de sécurité se sont détériorées sur le site. PHOTOS M.L.T.

travailleurs : « Nous sommes sur le site pour le protéger. »

Du côté de la direction de GazelEnergie, le discours n'est pas exactement le même. Selon un communiqué de presse publié dans la matinée, un « envahisse-

« Pour conserver son travail, il y a besoin de mener ce genre d'actions »

Olivier Mateu, UD CGT 13

ment » du site a eu lieu très tôt le matin, aux alentours des 6h « par près de 80 individus cagoulés ». « Ils se sont introduits par effraction dans la centrale avec des véhicules sans plaque d'immatriculation et avec des armes de catégorie D [battes de baseball, couteaux, etc. Ndlr] », poursuit-elle. La direction assure avoir déposé une plainte, photos et vidéos à l'appui. Au moment où nous étions sur le site, ce mardi matin aux alentours des 10 h, nous

constatons une ambiance plutôt bon enfant, au regard du contexte social pour le moins tendu. Un membre de l'inspection du travail était d'ailleurs également présent et semblait n'avoir connu aucun problème d'accès au site. Quoi qu'il en soit, GazelEnergie a demandé l'intervention des forces de l'ordre pour récupérer l'accès à la centrale et évoque la piste « d'un acte de malveillance, de sabotage » à propos de la panne électrique de vendredi passé. « Ils n'ont pas saisi les différentes mains tendues, ils ont refusé plusieurs propositions de notre part », affirme le service communication, dénonçant « un combat idéologique et jusqu'au-boutiste ».

Aucun projet n'avance

Un combat idéologique ? C'est bien de cela dont il s'agit, à l'heure où Emmanuel Macron annonce un grand plan à 30 milliards pour réindustrialiser le pays, et où bien évidemment la centrale de Gardanne ne figure pas. Hasard du calendrier, les financements présentés par le président (lire page 19) coïncident avec la conférence de presse des travailleurs de la centrale. « Comment ne pas dénoncer le jeu trouble des pou-

voirs publics et de la direction ? Loin de toute ambition pour ce site, les premiers licenciements ordonnés par la direction désorganisent l'entreprise, empêchent le redémarrage de l'activité et dégradent dangereusement les conditions de sécurité pour les travailleurs et travailleuses », juge le sénateur communiste Jérémie Bacchi.

Un avis partagé par Olivier Mateu, le secrétaire général de l'UD CGT 13 : « La réalité c'est que pour conserver son travail, il y a besoin de mener ce genre d'actions. Car face à ce gouvernement et au patronat, on se retrouve dans l'impossibilité d'étudier sérieusement toutes les options sur la table pour assurer la pérennité du site. » L'ensemble des salariés présents font part de leur désarroi de ne pas voir les nombreux projets qu'ils proposent trouver une oreille attentive. « Aucun projet, ni le nôtre ni d'autres, n'avance assez concrètement pour permettre de sauvegarder les emplois et l'activité industrielle », conclut Nicolas Casoni. Les travailleurs peuvent aussi compter sur le soutien de la Fédération syndicale mondiale qui a communiqué en ce sens, ce mardi. Le conflit est donc loin d'être sur la fin.

Amaury Baqué

Protection des travailleurs



Un outil de production surveillé de très près

La CGT soucieuse de présenter un outil de production intact, nous a ouvert les portes de la centrale pour une visite exceptionnelle des lieux. Commençons par le patrimoine avec ce premier turbo-alternateur de production d'électricité datant des années 50 (photo verticale). Majestueux, témoin d'une époque révolue, il accueille les visiteurs la porte franchie. Dans la seconde partie dite « tranche 4 », une énorme machine rouge dite turbine biomasse trône au milieu du hangar. En fonction il y a quelques semaines encore, elle semble ne demander qu'à repartir. En contrebas, une multitude de tuyaux qui acheminent l'eau forment un véritable dédale. Enfin, la dernière tranche abrite la turbine à charbon. Celle-ci semble endormie mais témoigne, elle aussi, d'un carénage impeccable.

M.-L.T.



84 %

de Français se déclarent préoccupées par leurs dépenses d'énergie selon les chiffres du baromètre annuel du médiateur national de l'énergie publié ce mardi. Soit 5 points de plus qu'en 2020.

79 %

des Français (contre 71 % en 2020) déclarent que les factures d'énergie représentent aujourd'hui une part importante des dépenses de leur foyer.

60 %

des Français (contre 53 % en 2020 et 30 % en 2019) déclarent avoir réduit le chauffage chez eux pour ne pas avoir à payer des factures trop élevées.

46 %

des 18-34 ans déclarent avoir des difficultés à payer leurs factures d'énergie. Ils étaient 32 % en 2020.

ILS SOUTIENNENT LA LUTTE



Julien Lambert,
dirigeant fédéral
de la FNME-CGT

encore plus cette montée des prix de l'électricité. La CGT porte un projet qui permet de maintenir l'emploi, de répondre aux enjeux des territoires. Il est de la responsabilité du gouvernement et de l'entreprise d'étudier, et même plus qu'étudier, de travailler à sa mise en œuvre. Il est clair qu'il est inadmissible qu'on se retrouve face à une augmentation de l'outil industriel et une augmentation tarifaire. »

« La Fédération mines-énergie s'inscrit pleinement et participe activement à cette initiative à Gardanne, comme depuis plusieurs mois. Dans une période où les pouvoirs politiques ont pris la décision de fermer les centrales à charbon, qui ne sont pas la cause des émissions de gaz à effet de serre, on entraîne



Olivier Mateu,
secrétaire général
de l'UD CGT 13

« Le site est complètement laissé à l'abandon par une direction irresponsable, encouragée par l'État et ses services. Le président de la République doit bientôt revenir dans le département, il serait bien inspiré de donner instruction à ses services de mettre rapidement à l'étude l'ensemble des projets qui sont

présentés. On ne peut pas déclarer qu'il y a 30 milliards pour réindustrialiser le pays et faire comme si sur le site de Gardanne, et beaucoup d'autres dans le pays, il n'y avait pas de projets portés par les travailleurs. Le message est clair : l'outil est entre nos mains, non pas par plaisir mais sous notre protection, et il restera dans cet état jusqu'à ce que l'entreprise, le gouvernement, fassent en sorte qu'on trouve des solutions pour l'avenir de l'emploi. »